

que celles de marins, voiliers, charpentiers de navires, calfats, gréeurs, débardeurs, déchargeurs, charretiers, cochers, briqueteurs, maçons, tailleurs de pierre, menuisiers, plâtriers, peintres, plombiers, ferblantiers, chaudronniers, carossiers, selliers, bourrelliers, malletiers, ébénistes, chaisiers, vernisseurs et polisseurs, tonneliers, boulonniers, brossiers, aides-briqueteurs, journaliers, tailleurs, chapeliers, boulangers, relieurs, et dans des endroits aussi largement dispersés qu'Halifax, Charlottetown, Saint-Jean, Québec, Montréal, Ottawa, Toronto, Hamilton, London, St. Catharines et Victoria.

Pendant nombre d'années, les divers syndicats des grandes et petites villes avaient très peu de rapports entre eux. En décembre 1863, cependant, plusieurs syndicats d'Hamilton formèrent un syndicat ouvrier central ou *Trades Assembly*, organisme composé de délégués des syndicats constituants, lequel s'est maintenu au moins jusqu'en 1875. Vinrent ensuite la *Toronto Trades Assembly* (1871-1878), l'*Ottawa Trades Council* (1872-1876) et la *St. Catharines Trades Assembly* (1875). De plus, en 1873, la *Toronto Assembly* convoqua un congrès national. A l'époque, il devait y avoir plus d'une centaine de syndicats dans le pays, mais le congrès ne réunit que les délégués de 31 divisions locales de 14 syndicats, tous de l'Ontario (bien que les syndicats des typographes de Montréal et de Québec eussent expédié des lettres d'approbation). Ce congrès donna naissance à la première organisation centrale et nationale, la *Canadian Labor Union*, qui s'est réunie de nouveau en 1874, 1875, 1876 et 1877. La crise des années 1870, cependant, fut également fatale pour les deux organismes centraux au niveau local et au niveau national, même si plusieurs des syndicats locaux, particulièrement les filiales des syndicats internationaux, parvinrent à survivre.

Pendant ce temps, le mouvement ouvrier qui prenait naissance au Canada avait remporté une retentissante victoire juridique lors de la grève des imprimeurs de Toronto, en 1872, qui faisait partie du mouvement pour l'obtention de la journée de neuf heures. La majorité des maîtres-imprimeurs de Toronto, dirigés par George Brown du *Globe*, étaient violemment antisyndicaux. Ils firent arrêter 13 des principaux membres du comité de la *Typographical Union* sous une accusation de conspiration séditeuse. Les travailleurs avaient présumé que les syndicats étaient légaux, mais ils ont découvert qu'ils ne l'étaient pas. Les lois britanniques qui les libéraient des restrictions que leur imposait le *Common Law* ne s'appliquaient pas au Canada, de telle façon que les syndicats de l'Ontario, en 1872, étaient dans la même situation juridique que les syndicats britanniques en 1791. Ils se mirent vite à l'œuvre afin d'obtenir une législation canadienne comparable à la législation britannique. Sir John A. Macdonald, enchanté d'avoir l'occasion d'«enfoncer les Libéraux» au moyen de deux mesures législatives incontestablement gladstoniennes, s'empressa de faire adopter par le Parlement du Dominion une loi des syndicats ouvriers et une loi modifiant le Code criminel (1872) toutes deux calquées sur les lois britanniques de l'année précédente. Ce fut là la première grande réussite politique des syndicats canadiens. On laissa tomber la poursuite et la grève avait atteint son but.

Avec l'adoption de la «Politique nationale» (1879) et la construction du chemin de fer Pacifique-Canadien (1881-1885), l'industrie canadienne a connu un regain de vie et a commencé à croître et les syndicats en firent autant. Les années 1880 furent témoin non seulement de la naissance d'une foule de syndicats strictement locaux, éphémères pour la plupart, mais aussi de l'implantation de plusieurs nouveaux syndicats internationaux, comprenant, outre ceux qu'on a déjà mentionnés, l'*Order of Railway Telegraphers* (1888) et les *Plasterers and Cement Masons* (1889).

Les syndicats de cheminots roulants (mécaniciens, chauffeurs, conducteurs et agents de train), qui en 1880 comptaient seulement environ une douzaine de divisions locales, en comptaient une centaine en 1890. En 1880, ces syndicats se trouvaient presque exclusivement en Ontario, mais vers 1890 près de la moitié de leurs divisions locales se trouvaient dans d'autres provinces, réparties à peu près également entre les Maritimes, le Québec et l'Ouest. Les métiers de la construction ne comptaient également qu'environ une douzaine de divisions locales en 1880, encore presque toutes en Ontario et, vers 1890, ils en comptaient environ 60 dont plus de la moitié dans d'autres provinces, plus particulièrement dans l'Ouest et le Québec.